

Armée de Terre : pas de victoire sans le soutien de la nation



Affrontement de deux volontés et fondé sur des ressources matérielles et immatérielles, la victoire implique, pour l'armée de Terre, la poursuite de son mandat sur 20-30 ans et l'intégration des innovations d'usage immédiat.

Ce thème a été abordé au cours d'un colloque organisé, le 6 février 2018 à Paris, par le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement de l'armée de terre. Un diplomate et deux généraux de haut rang y sont intervenus.

Le dilemme du temps. Le pouvoir politique veut des victoires rapides, car l'opinion publique se lasse des engagements militaires longs après ceux en Afghanistan (13 ans), en Centrafrique (3 ans) et au Sahel (depuis janvier 2013), explique le diplomate. Il voit sa propre communication contestée par le « complexe militaro-industriel » dans les médias...qui racontent la guerre à sa place ! L'incertitude du monde actuel estompe l'idée de « guerre juste » et donc de victoire militaire définitive. L'ennemi soviétique d'hier a été remplacé par le terrorisme islamiste, avec une vision du monde différente de celle des Etats

démocratiques. Quoique ce dernier soit identifiable au Levant et au Mali, la difficulté d'une interposition internationale entre factions rivales conduit à un combat sans fin et une victoire impossible. Sans accompagnement économique massif, les effets pervers l'emportent sur la victoire. Ainsi en Libye, la réussite militaire franco-britannique de 2011 s'efface devant l'émergence des centres de transit de migrants clandestins et de trafics d'armes, comme en Irak depuis l'intervention américaine de 2003. Les contraintes budgétaires nécessitent de s'intégrer à une alliance, facteur de dépendance dans la prise de décision. En France, la fin du service militaire obligatoire et la recherche du « zéro mort » dans un conflit ont conduit à l'absence de prise de risques et donc de victoire. Or, souligne le diplomate, le monde doit reconnaître que la France porte un message, reste fidèle à son histoire et maintient son rang, le rôle de sa diplomatie étant de transformer la victoire aux yeux de tous en une paix durable. Les dirigeants politiques actuels n'ont connu ni le second conflit mondial ni les guerres de décolonisation. Mais conscients de l'Histoire ils s'imprègnent de la culture militaire par leurs fréquentes visites sur le terrain. Par ailleurs, aux Etats-Unis, les généraux sont reconnus comme les artisans de la victoire, alors qu'en France, cet honneur revient aux dirigeants politiques, en raison de la mauvaise image des militaires dans la nation après les guerres de décolonisation. Toutefois, les attentats terroristes de 2015 et 2016 ont eu pour conséquence de valoriser les services de renseignement, autrefois mal vus, et les militaires avec l'opération « Sentinelle ».

La constance et la patience. Le chef militaire doit concilier le temps de son action sur le terrain avec celui, très court, du pouvoir politique, et celui, très long, du diplomate et éviter qu'ils divergent, indique l'un des généraux. Cela passe d'abord par une réflexion sur les crises, toujours différentes, et la connaissance de leurs acteurs, pour ne pas appliquer à une crise nouvelle la solution de la précédente. La fascination pour les images de départs de navires et de déploiements d'avions et d'hélicoptères dans la gestion des crises occulte la nécessité de jouer sur tous les leviers et dans le temps long, surtout quand elles durent plus de dix ans (Kosovo, Irak, Afghanistan). Entre 2014 et 2017, la coalition internationale a largué 100.000 bombes contre Daech en Syrie et en Irak, soit cinq fois plus que sur Dresde en 1944. Par ailleurs, tout pays membre d'une coalition internationale doit rester lucide quant à son poids dans la décision opérationnelle. Ainsi, dans celle contre les talibans, la France n'a fourni que 2,5 % des effectifs pour contrôler 3 % du territoire afghan. Une erreur consiste à tenter

de résoudre les crises une par une, en partant du principe qu'elles sont disjointes, alors qu'elles surviennent en réseau, comme en Libye, Irak et Syrie. L'action précipitée, sous le coup de l'émotion et de la pression médiatique, peut avoir de graves conséquences, comme le brusque afflux de 5.000 migrants clandestins en Méditerranée après la diffusion mondiale d'une vidéo montrant un enfant mort sur une plage. Enfin, précise le général, l'engagement politico-militaire ne peut reposer sur un consensus lent. Le pouvoir politique doit donner une directive claire et rapide sur les objectifs à atteindre, pour lesquels les militaires présentent des options d'action avec les risques encourus.

L'action durable. Autrefois, gagner la guerre consistait à remporter une grande bataille ou s'emparer d'une capitale pour détruire une idéologie. Aujourd'hui, souligne l'autre général, la liberté d'action s'impose à l'armée de Terre pour défendre les intérêts de la France dans un monde multipolaire, asymétrique et connecté. Elle doit pouvoir agir vite et loin, en toute circonstance, où il faut et autant que nécessaire, par une opération aéroportée ou amphibie. Cela implique maîtrise du renseignement, masse et épaisseur. Cela va de l'interopérabilité avec les armées des Etats baltes, à l'adversaire hybride dans la bande sahélo-saharienne et à la combinaison des forces armées avec celles de la sécurité intérieure (autorités civiles, douane et gendarmerie). En cas de coup dur, la résilience inclut action de communication, acte juridique et application de règles éthiques pour éviter la barbarie. La spécificité militaire (donner et recevoir la mort) nécessite endurance, aguerrissement et volonté du pouvoir politique de détruire l'ennemi. L'initiative sert à mener l'action pour exercer une influence et obtenir un effet final pertinent. Elle implique imposition du tempo à l'adversaire et réversibilité de l'action, car le temps militaire diffère de celui de la reconstruction. L'efficacité repose sur une intervention brutale et décisive des forces spéciales et conventionnelles. Pour empêcher l'adversaire de prendre un ascendant tactique par l'emploi inattendu de moyens bon marché, comme un drone commercial armé de façon rudimentaire, l'achat d'une technologie de pointe « sur étagère » satisfait le besoin d'urgence opérationnelle. Par ailleurs, une intervention armée ne se justifie qu'avec le soutien de la population locale. Ainsi l'opération « Serval » au Mali (2013) l'a pris en compte dans le cadre d'une approche globale régionale, avec un appui international et le partage de renseignements sur place et en France.

Loïc Salmon

Le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement de l'armée de terre anime la pensée militaire au profit de l'efficacité opérationnelle des forces terrestres. Il assure la formation des futurs décideurs à différents niveaux. L'enseignement militaire supérieur Terre prépare à l'exercice de hautes responsabilités ou de postes de direction exigeant un niveau élevé de qualifications scientifiques et techniques. Il enseigne le travail en état-major et en interarmées, au sein de quatre établissements : Ecole d'état-major pour jeunes capitaines et sous-officiers ainsi que pour les officiers candidats au concours d'entrée à l'Ecole de guerre ; Cours supérieur interarmes ; Enseignement militaire supérieur scientifique et technique ; Ecole supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major.

Les diplomates, acteurs de la politique étrangère et représentants de la France

Armée de Terre : faire face à toutes menaces, ici et là-bas